Duncan (Hardy), Associative Political Culture in the Holy Roman Empire. Upper Germany, 1346-1521

Oxford, Oxford University Press, 2018, 302 p., 14 ill.

Olivier Richard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3652>

DOI : [10.4000/alsace.3652](https://doi.org/10.4000/alsace.3652)

ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 novembre 2019

Pagination : 389-391

ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Olivier Richard, « Duncan (Hardy), Associative Political Culture in the Holy Roman Empire. Upper Germany, 1346-1521 », *Revue d'Alsace* [En ligne], 145 | 2019, mis en ligne le 01 février 2019, consulté le 25 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/3652> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/alsace.3652>

DUNCAN (Hardy), *Associative Political Culture in the Holy Roman Empire. Upper Germany, 1346-1521*, Oxford, Oxford University Press, 2018, 302 p., 14 ill.

Les grands récits de l'histoire de l'Empire à la fin du Moyen Âge racontent à n'en plus finir la faiblesse des souverains et la fragmentation politique du *Flickenteppich* : l'Allemagne, à l'aube de l'époque moderne, aurait raté sa construction étatique. C'est à cette perspective, et à l'habitude de considérer que les princes, les nobles et les villes avaient des intérêts fondamentalement opposés que cet ouvrage issu d'une thèse de doctorat s'attaque résolument.

389

Au contraire, D. H. entend montrer la force de la culture politique de « l'association » dans l'Empire ; il choisit pour terrain la Haute-Allemagne de la royauté hégémonique de Charles IV en 1346 à la Diète de Worms sous Charles-Quint en 1521.

D. H. propose un plan très intéressant. La première partie traite des structures et pratiques sous-tendant toute la vie politique dans l'Empire. Elle étudie ainsi l'articulation entre oralité, écrit et rituels dans la communication politique, avec notamment une analyse du rôle du serment, puis s'intéresse aux pratiques de négociation et d'arbitrage. Dans un chapitre sur les faides et la guerre, D. H. rappelle qu'elles ne sont pas une anomalie, mais une manière légitime de faire valoir ses droits. Surtout il montre les liens entre cette culture de la faide et celle de la négociation (p. 65). La partie se termine sur l'évocation de la seigneurie et de l'administration, dans un Empire aux multiples acteurs politiques. En fait, les relations et interactions entre les détenteurs d'autorité sont nombreuses et de formes très variées, « souvent quasi-horizontales » (p. 71), d'autant que les droits seigneuriaux sur un même espace sont extrêmement imbriqués.

La deuxième partie propose alors l'étude des « associations » qui manifestent le plus fortement la culture politique associative. En trois chapitres (5, 6, 7), elle aborde la diffusion, les caractéristiques et les variations des ligues ou alliances, leurs fonctions (l'assistance militaire, la résolution des conflits par l'arbitrage), et leur contenu idéologique et discursif (moins convaincant, l'auteur méconnaît ici les travaux récents sur le vocabulaire politique et le bien commun), tandis que le chapitre 8 traite plus largement des relations fondées sur des traités, au-delà des alliances. Ces associations sont omniprésentes ; si elles ne sont

pas forcément égalitaires, on peut parler d'un continuum des alliances et ligues, urbaines, princières, chevaleresques, mixtes (le cas le plus fréquent), dans la mesure où elles utilisent un même répertoire de pratiques et de dispositions juridiques. Au total, ces associations sont le produit de la culture politique de la Haute-Allemagne en même temps qu'elles lui confèrent un cadre, dans un Empire sans institutions centrales fortes et où même les princes les plus puissants devaient s'appuyer sur des réseaux d'acteurs quasi autonomes, dans des relations fondées sur le contrat et la négociation.

390

La troisième et dernière partie consiste en la présentation de quatre études de cas. Dans la première, D. H. revisite la grande « guerre des villes » (*Städtekrieg*) de 1376-1389 ; souvent présentée comme lutte entre des forces quasi proto-républicaines, les villes, contre les princes et le roi, féodo-réactionnaires, elle est vue ici comme une dynamique d'alliances où chaque camp compte des membres parmi la haute noblesse. La seconde porte sur le règne de Sigismond (1410-1437), dont D. H. interprète les succès comme sa capacité à favoriser les interactions entre les acteurs politiques et à faire jouer les différents réseaux plutôt qu'à chercher à s'imposer. Puis vient l'épisode des guerres de Bourgogne, où le Téméraire impose son gouvernement à une bonne partie du Rhin supérieur (1468-1477). La victoire de la large coalition contre les efforts centralisateurs du duc Charles est ici vue comme une manifestation de la force de la culture de l'association. Enfin, dans le chapitre final, D. H. réexamine les réformes du tournant du XVI^e siècle, vues traditionnellement comme une césure, une tentative ratée de créer enfin des structures centrales étatiques, à la lumière de la culture politique de l'association. En effet, au fond, les objectifs de la « réforme de l'Empire » sont les mêmes que ceux des structures associatives telles que les ligues : assistance mutuelle, arbitrage. L'Empire apparaît alors comme une communauté du contrat, et D. H. plaide dans sa belle conclusion pour une conception associative du Saint-Empire, celle de la représentation des quaternions, pour remplacer la perspective téléologique de la construction de l'État.

Ce très beau travail, très vaste et courageux pour une thèse de doctorat, puisqu'il s'agit tout simplement de réinterpréter la vie politique de l'Empire dans son ensemble, a valu à D. H. des prix en Angleterre et Allemagne, ce qui paraît amplement mérité. On aura beau jeu de lui trouver quelques scories, comme quelques fautes de traduction (*liplich*

sweren n'est pas « jurer joyeusement » [gladly, p. 55 et 120], mais en personne, physiquement [*leiblich*], *corporaliter*). De plus avec un sujet si ample, l'auteur ne pouvait tout maîtriser de la même façon ; à propos des arbitrages et de la résolution des conflits, il aurait pu s'appuyer sur l'anthropologie juridique anglo-saxonne (S. White ou F. Cheyette). Sur un espace aussi vaste, l'autre danger est un discours trop désincarné : utiliser, peut-être, la prosopographie pour une étude de cas, ou s'appuyer sur la riche correspondance, sources trop négligées, aurait permis de montrer mieux encore (c'est dit p. 55 et 170) que les habitudes de la négociation et de l'arbitrage s'appuient largement sur le fait que tous ces acteurs, membres des Conseils urbains, nobles, princes, prélats se côtoient en permanence (en ambassades, en affaires, ou comme officiers ou vassaux les uns des autres). Enfin, le plan, très stimulant, a le défaut de ne pas mettre assez en évidence les évolutions, même si les études de cas sont présentées dans l'ordre chronologique et cherchent à les dessiner.

Ces quelques remarques ne doivent pas masquer l'essentiel : il s'agit là d'un très beau et très important travail, qui s'imposera rapidement.

Olivier Richard

HIRBODIAN (Sigrid), KRETZSCHMAR (Robert) et SCHINDLING (Anton) dir., *Armer Konrad und Tübinger Vertrag im interregionalen Vergleich. Fürst, Funktionseliten und 'Gemeiner Mann' am Beginn der Neuzeit*, Stuttgart, Kohlhammer (Veröffentlichungen der Kommission für geschichtliche Landeskunde in Baden-Württemberg, Reihe B : Forschungen, 206), 2016, 382 p.

Le traité de Tübingen (1514) marque la répression de la révolte du Pauvre Conrad et consacre la participation des états du Wurtemberg au futur du duché. Ce traité a obtenu les faveurs du *Vormärz* comme de l'historiographie libérale de la RFA des années 1960-1970. Si le colloque évoque les débats de son temps (le projet ferroviaire et urbain controversé de Stuttgart 21), le décès de Peter Blickle et les contestations du pouvoir que l'on observe en France en 2018-2019 incitent à réexaminer l'historiographie des rébellions populaires et de la participation politique de « l'homme du commun » qui ne débouche pas nécessairement sur la « guerre des pauvres ». L'érudition de la *Landesgeschichte* du Bade-Wurtemberg se déploie, en treize contributions, dans deux directions :